

LES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Exposé écrit présenté par l'association tunisienne pour l'auto-développement et la solidarité (ATLAS) Organisation non gouvernementale dotée du statut d'observateur auprès de Conseil économique et social des Nations Unies

La fondation ATLAS, accréditée du statut d'observateur auprès de l'ECOSOC est engagée depuis bientôt 18 années dans la lutte contre la pauvreté et la défense des droits de l'homme en mettant l'accent sur les droits sociaux économiques et culturels sans ignorer les droits civils et politiques qui sont indivisibles, indissociables et de là intimement liés. Nous soumettons cet exposé écrit conformément à la procédure en vigueur du conseil et à l'occasion du passage en revue de la situation des droits de l'homme et des progrès réalisés en Tunisie.

Nous sommes une organisation de bénévoles et nous oeuvrons pour la promotion et la protection des droits de l'homme d'une façon concrète conformément aux normes onusiennes et à la constitution tunisienne et notamment son article 5 suite à l'amendement du 1^{er} juin 2002 (Loi constitutionnelle n°2002-51) qui stipule notamment dans son premier paragraphe que « *la République tunisienne garantit les libertés fondamentales et les droits de l'Homme dans leur acception universelle, globale, complémentaire et interdépendante* »

Nous avons dès le départ circonscrit nos interventions et nos projets de lutte contre la pauvreté dans les zones montagneuses et forestières du Nord Ouest de la Tunisie qui est une grande région abritant 1.200 000 Habitants sur une population totale de plus de 10 Millions de personnes. Cette région a connu jusqu'aux années 80 un retard structurel dans son développement en comparaison avec d'autres régions du pays ayant plus d'infrastructures et économie plus diversifiée. Au départ cette région à forte densité de population (13 Habitants/km²) était enclavée avec comme principale source de revenus l'agriculture et l'immigration des chefs de famille vers la capitale et les autres grandes villes pour la recherche du travail spécialement dans le secteur du bâtiment qui engage une main d'œuvre sans trop de qualification. Nos projets et nos actions au profit des plus démunis dans nos zones d'intervention s'inscrivent dans une démarche globale et intégrée pour la lutte contre la pauvreté, l'analphabétisme et toutes les formes de discrimination et d'exclusion sociale. Nous avons réalisé des projets intégrés qui touchent aussi bien l'infrastructure comme les pistes rurales, l'amélioration de l'habitat rural, l'eau potable, la création des sources de revenus aussi diversifiés que possible, l'octroi de micro-crédits et l'organisation des populations pour mieux se prendre en charge, défendre leurs intérêts et exprimer leurs besoins auprès des autorités et des représentants de l'administration pour une meilleure qualité de vie et pour un meilleur statut social sans discrimination entre les sexes. Ces projets ont été réalisés selon le cas, avec le soutien d'ONG sœurs de différents pays que nous remercions à cette occasion et l'on peut citer à titre indicatif : Catholic relief service des Etats Unis, le fonds canadien d'initiative locale Fcil, l'Agence de coopération pour la paix d'Espagne, la

Coopérative italienne pour le développement COSPE, l'Agence de coopération japonaise JICA, l'Agence adventiste de développement et de secours ADRA France, la Coopération avec la Principauté de Monaco, le Luxembourg, l'Allemagne, l'Autriche, le fonds pour l'environnement mondial, le Pnud etc. ... C'est là une forme de coopération internationale qui enrichit nos expériences mutuelles et renforce la solidarité entre les peuples dans une mission aussi noble que celle de la protection et la promotion des droits de l'homme. Quoi de si noble dans l'action humaine que d'agir pour que l'autre quelle que soit sa couleur, sa langue, son sexe, sa religion, ou son appartenance politique, accède à une vie plus décente et retrouve sa dignité parmi les siens !

A l'échelle nationale, nous coopérons de même avec les conseils régionaux et l'administration pour la réalisation d'actions nécessaires au profit de nos bénéficiaires que nos budgets ne peuvent pas supporter en totalité ou en partie. C'est le cas de construction d'écoles, de lycées, de routes ou pistes goudronnées et de l'électrification. Nous avons réussi à établir des conventions de coopération et de financement de projets dans nos zones d'intervention et ce avec certains conseils régionaux, le fonds national de solidarité²⁶⁻²⁶, l'office de développement sylvo-pastoral du Nord ouest, certaines écoles primaires et groupement de jeunes ruraux ou les groupements forestiers pour des cycles de formation dans certains domaines tel que l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles.

Aujourd'hui nous pouvons dire en toute sincérité, que nos petits projets et actions conjugués avec les actions d'autres intervenants et notamment de l'état tunisien qui a donné une priorité aux régions intérieures en commençant par la mise en place d'infrastructure routière moderne(routes, autoroute, pistes goudronnées), la multiplication des écoles, lycées, facultés, instituts technologiques, pole technologique, centres de santé de base, hôpitaux, zones industrielles, soutien aux communes et aux conseils ruraux, infrastructure pour un environnement sain etc. ont fait que ces zones connaissent un changement positif radical. Les indicateurs socio-économiques sont disponibles, le contexte ne permet pas de les étaler avec leur diversité et leur répartition dans le temps et dans l'espace. En ce qui nous concerne nous nous limiterons au taux de pauvreté qui a régressé sensiblement pour se situer sur le plan national à 3,8% et l'espérance de vie qui s'est accrue de 67ans en1984 à 74 ans actuellement. En tant qu'ONG et de notre humble point de vue, nous pouvons dire que le bilan de la Tunisie en matière de lutte contre la pauvreté, de droits de l'homme, de solidarité et de progrès social en général est globalement positif malgré les déficits qu'on peut repérer ça et là par rapport aux ambitions des tunisiens qui de par leur ouverture et leur culture de tolérance, aspirent sans complexe et sans perdre leur originalité, à atteindre le niveau des autres pays de la rive Nord de la méditerranée dans différents domaines de la vie de tous les jours.

Dans notre contact quotidien avec nos bénéficiaires nous signalons en dépit de ce qui été déjà fait, l'effort à faire au niveau de l'allègement des procédures administratives pour l'exploitation des forêts par les groupements des usagers, l'encouragement à l'investissement dans le tourisme écologique pour la création d'autres sources d'emploi notamment des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur et des centres de formation professionnelle ainsi que l'encouragement par le gouvernement de la coopération internationale décentralisée au niveau des régions tout en associant les représentants de la société civile de plus en plus nombreux. Sur le plan international et au niveau du conseil des droits de l'homme et en tenant compte des objectifs du millénaire pour la lutte contre la faim et la pauvreté nous appelons les états membres riches à doubler d'efforts pour mobiliser les fonds nécessaires. Avec la mondialisation, l'ouverture des marchés, la montée vertigineuse des prix de l'énergie et des produits alimentaires de base comme les céréales et les huiles végétales et la faible culture de solidarité dans le monde, nous risquons plus de désordres sociaux, plus de clivage et de crises

incompatibles avec les préceptes des droits de l'homme dans leur globalité, leur universalité et leur interdépendance. Nous appelons à une meilleure prise de conscience pour une solidarité véritable agissante entre les peuples et pour la mise en place d'un système de redistribution sociale équitable à travers le monde. Un progrès légitime et partagé pour tous est à notre avis l'un des fondements nécessaires pour la paix, la stabilité, et la pérennité de la vie sur notre planète. Qui des êtres humains et des défenseurs des droits de l'homme en particulier, pourra –t-il dire le contraire de ces simples vérités ? Soyons alors positifs et agissons ensemble !

Moncef BALTI
Secrétaire Général